

**Eric CIOTTI**

Député

*Président de la Commission des finances  
du Département des Alpes-Maritimes*

**Monsieur Christian ESTROSI**

Président de la Métropole Nice Côte d'Azur  
455 Promenade des Anglais  
06200 Nice

Nice, le 6 août 2024

Monsieur le Président,

Je souhaite attirer votre attention sur les répercussions de la nouvelle redevance spéciale sur les ordures ménagères, déjà effective, en plus de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), spécifiquement imposée aux entreprises de la Métropole Nice Côte d'Azur. Cette redevance supplémentaire représente une charge considérable pour le tissu économique de notre territoire et pourrait accentuer les effets d'une pression fiscale déjà maximale pour les entreprises.

Je tiens à souligner qu'après la création en 2020 d'une taxe foncière métropolitaine, l'augmentation de la TEOM de 23,66% en mars 2023, puis cette année l'augmentation de 20% des impôts fonciers sur Nice ainsi que l'augmentation de 11% des tarifs de l'eau et de l'assainissement, ont déjà fait peser un lourd fardeau sur nos entreprises, notamment les plus fragiles. L'introduction de cette redevance supplémentaire ajoute à ce fardeau et représente un matraquage fiscal accru au niveau local.

Il est impératif de prendre en considération l'impact de vos choix politiques et leurs conséquences sur l'explosion de la dette métropolitaine. Il est injuste que ce poids repose sur les épaules des contribuables niçois et métropolitains, en particulier sur les entreprises. Plutôt que de poursuivre dans cette voie, la réduction des dépenses inutiles que vous engagez s'impose. Je pense notamment au financement du déficit du Grand Prix de F1 du Castellet dans le Var ou au financement des luxueux bureaux parisiens de la Métropole.

Cette nouvelle charge pourrait peser annuellement plusieurs milliers d'euros pour les entreprises, mettant ainsi en péril certaines d'entre elles. Dans un climat économique déjà difficile, il est crucial de maintenir un environnement fiscal stable et prévisible pour encourager l'investissement et la croissance économique.

Je vous demande solennellement de suspendre cette mesure afin de ne pas pénaliser nos commerçants et nos entreprises.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



**Eric CIOTTI**